

L'impérialisme à l'offensive, les peuples à la riposte

Trump a déployé un porte-avions au large du Venezuela et ordonné le bombardement de bateaux dans la mer des Caraïbes, tuant leurs occupants aussitôt qualifiés de narcotrafiquants – sans preuve, peut-être s'agissait-il d'ailleurs de simples pêcheurs. Il annonce une opération de la CIA contre le président vénézuélien et menace le chef d'État colombien, accusé de complicité avec le narcotrafic. Trump rappelle sans fard que l'Amérique latine est l'arrière-cour des États-Unis où les entreprises américaines doivent pouvoir se déployer sans contraintes.

Les appétits impérialistes se déchaînent

La lutte contre la drogue n'est qu'un prétexte : Trump veut des gouvernements latino-américains à sa botte pour piller le pétrole au Venezuela, les terres et leurs richesses partout dans le continent.

Les populations des pays pauvres dont le sous-sol regorge de richesses sont les premières victimes des appétits des impérialismes, qui sont prêts à tout pour leur imposer la soumission. On le voit jour après jour en Palestine, à Gaza, où l'armée israélienne, bras armé de l'impérialisme, se livre à un génocide pour étouffer toute aspiration au changement dans un Moyen-Orient riche en pétrole.

De la Kanaky à l'Afrique, l'impérialisme français à la manœuvre

La France n'est pas en reste. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le gouvernement veut accorder de nouveaux droits aux colons, marginalisant encore davantage le peuple kanak sur ses propres terres. Conscient que cette décision peut rallumer les émeutes de l'an dernier, il a laissé en place un dispositif policier et militaire massif.

En Afrique, où se livrent de véritables guerres des matières premières, l'impérialisme français maintient des troupes partout où il le peut encore. Les travailleurs français et les peuples kanak ou africains font face à la même bourgeoisie française et à sa rapacité.

Les peuples relèvent la tête

Aux États-Unis mêmes, l'administration Trump multiplie les raids contre les migrants, licencie des dizaines de milliers de fonctionnaires et s'attaque au système de santé bénéficiant aux plus précaires, prélude à de nouvelles offensives contre tous les travailleurs. Les travailleurs américains et les peuples

d'Amérique latine subissent le même ennemi : la bourgeoisie américaine.

Mais sept millions de manifestants ont défilé aux États-Unis le 18 octobre pour dire leur rejet d'un gouvernement qui s'en prend aux pauvres pour arroser les riches. Trump s'est grossièrement moqué d'eux, y voyant la main des Démocrates. Mais c'est peut-être le début d'un ras-le-bol généralisé non seulement contre la politique de Trump mais aussi celle de son prédécesseur.

La révolte gronde dans de nombreux pays. À Madagascar, les jeunes de la GenZ ont fait tomber le gouvernement malgré la répression. Au Pérou, la mobilisation sociale a renversé la présidente. Au Maroc, la jeunesse a imposé, malgré la répression, des mesures sur la santé et l'éducation. Au Népal, le gouvernement corrompu a été littéralement balayé, les jeunes mettant le feu à tous les symboles du régime.

Depuis plusieurs années, la liste des « Trump » locaux renversés par la colère populaire est longue.

Ici même, la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 a provoqué des remous qui se font ressentir jusqu'à la crise gouvernementale actuelle, même si les travailleurs n'ont pas remporté de victoire significative pour le moment.

Les bourgeoisies impérialistes sont à l'attaque : dans les pays riches, contre les travailleurs et les classes populaires ; dans les pays pauvres, contre les peuples pour éliminer tout obstacle à leur pillage.

Mais la partie est loin d'être jouée ! À l'internationale réactionnaire des Trump et des Macron, opposons la solidarité internationale des peuples ! Et organisons-nous politiquement pour que nos grèves, nos mobilisations sociales et nos révoltes puissent enfin converger pour nous permettre de nous débarrasser du capitalisme.

Hic l'éthique

Au cours d'une réunion « Ethics and Compliance » les chefs ont proposé un quizz.

Il paraîtrait que sous-traitants et airbusiens, c'est chacun de son côté, on ne fait vraiment pas le même taf.

Y a juste un petit hic dans la mécanique : bien compliqué de justifier qu'au final, on bosse tous ensemble sur les mêmes tâches ! Ils ont oublié de donner les réponses aux petits chefs. Surtout à la question "Pourquoi on ne les embauche pas dans la boîte-mère ?".

Et c'est reparti pour un tour

Le 4^{ème} poste 40 de la chaîne A350 devrait rouvrir plus tôt que prévu pour la montée en cadence. Mais qui ira bosser dessus ? Les nouvelles embauches suffisent à peine à remplacer les départs.

Cela veut dire pour les plus anciens qu'il faudra encore ronger son frein avant espérer pouvoir sortir de la chaîne – malgré toutes les promesses de la direction.

Tour de passe-passe

Ouvrir un 4^{ème} poste ou ouvrir les équipes d'inter (comme c'est déjà le cas), ça revient strictement au même si on reste au même effectif. Ouvrir un poste sans embaucher, c'est déshabiller Pierre pour habiller Paul. Sans le recours massif aux heures sup, la direction ne pourrait pas tenir ses objectifs.

L'amour vache

Certains chefs se plaignent qu'on ne les aime pas. C'est faux, on aime bien se moquer d'eux !

Airbus s'agrandit à Toulouse ! Les moyens de stationnement vont-ils enfin suivre ?

Ces dernières années, des parkings ont été fermés pour faire place à des chantiers. Avec les dernières annonces, le manque de places ne peut qu'empirer, alors que déjà à Clément Ader les bas côtés des rues sont couverts de voitures et qu'au changement d'équipe les voitures tournent en rond pour trouver des places !

L'ouverture future de la ligne C du métro (en 2028...) ne pourra guère améliorer la situation, à moins qu'un vrai système de navettes haute fréquence ne soit mis en place. Mais la direction ne communique même pas là-dessus et laisse la situation empirer.

Vivent-ils sur une autre planète ?

Les groupes Thales, Leonardo et Airbus ont officialisé leur projet de fusion de leurs activités satellites dans le projet « Bromo ».

Les directions avancent que cela permettra d'être plus forts face à la concurrence américaine de Starlink. En réalité, ça va surtout augmenter la surcharge de travail pour les salariés qui sont déjà en sous-effectif suite aux plans de suppression d'emplois à TAS et Airbus D&S.

Concurrence entre eux ou fusion, ce n'est pas à nous de payer !

Maroc : pour Airbus, les profits passent avant les droits des marocains

« *Le Maroc est bien plus qu'un marché pour Airbus, c'est un partenaire stratégique essentiel. Nous renforçons nos capacités industrielles et nos partenariats, en capitalisant sur les talents et la vision de Sa Majesté* », déclare Gabriel Semelas, responsable d'Airbus au Maroc.

La perspective de juteux profits s'appuie sur le maintien du régime et de son roi. Alors les dizaines de milliers de manifestants qui dénoncent la corruption du régime n'auront pas le moindre soutien des dirigeants français. Mais nous, travailleurs d'Airbus, avons tout intérêt à apporter leur soutien à nos collègues marocains et, au-delà, à ceux qui contestent le régime de « *Sa Majesté* ».

Aberrant !

Avec les problèmes sur les moteurs Pratt & Withney GTF, la demande de moteurs d'occasion explose. Il est vrai qu'un tiers des avions équipés de ces moteurs seraient cloués au sol !

À tel point qu'à Castellon, en Espagne, des Airbus presque neufs (dont un A321 neo de 6 ans !) sont désossés pour récupérer leurs moteurs. Logique : un moteur d'occasion peut être loué à une compagnie jusqu'à 200 000 \$ par mois, plus que le prix de location d'un avion !

Un peu fou, ce système capitaliste, non ?

Les socialistes proposent une taxe sur les riches... et les moyens pour ne pas la payer !

Les députés socialistes ont déposé un amendement au projet de budget proposant de créer un impôt minimum de 3 % sur les patrimoines supérieurs à 10 millions d'euros.

Cela peut paraître, à première vue, plus contraignant que la taxe Zucman qui prônaît une taxation de 2 % sur les patrimoines à partir de 100 millions d'euros. Mais les socialistes ont aussitôt prévu des exceptions qui dispenseront nombre d'ultra-riches de payer cet impôt minimum. En effet seraient exclus de l'assiette de l'impôt notamment les biens professionnels familiaux et les entreprises dites « innovantes ».

Autant dire que même si l'amendement socialiste est adopté, ce qui est peu probable, les nantis pourront dormir tranquilles.